







Plaine Commune : un essor économique plus rapide que les transformations sociales

L'emploi et la population de Plaine Commune ont fortement progressé depuis 1999, marquant ainsi une rupture avec les décennies précédentes. Le secteur des services s'est fortement développé, générant des emplois plus qualifiés. Face à ces mutations économiques et ce fort dynamisme démographique, la situation sociale des habitants évolue lentement et de manière contrastée. Les difficultés d'accès à l'emploi continuent, notamment, de fragiliser les ménages.

Christèle Rannou-Heim et Claire Decondé, Insee Ile-de-France
Sandra Laurol et Philippe Mouchel, Communauté d'Agglomération Plaine Commune

En 2006, la Communauté d'Agglomération Plaine Commune compte 136 000 emplois, concentrés en particulier à Saint-Denis et à Aubervilliers  ①. Depuis 1999, l'accroissement

de l'emploi, estimé à 18 %, est deux fois plus élevé que dans le département de la Seine-Saint-Denis, la région Ile-de-France ou le territoire du centre des Hauts-de-Seine, territoire de taille équiva-

lente (  Méthodologie et   Présentation du territoire). Cette forte progression a permis à Plaine Commune de dépasser son niveau d'emploi de 1975, après 25 ans de baisse  ②.

① Le développement de Plaine Commune dû en grande partie à Saint-Denis et Aubervilliers

	Population		Emploi		Résidences principales	
	Effectif	Evolution 1999-2006 (%)	Effectif	Evolution* 1999-2006 (%)	Effectif	Evolution 1999-2006 (%)
Saint-Denis	97 900	14	64 700	32	38 000	14
Aubervilliers	73 500	16	29 300	14	28 000	11
Epinay-sur-Seine	51 600	11	9 800	10	18 900	10
La Courneuve	37 000	5	13 900	-2	12 700	3
Stains	34 700	6	7 700	14	12 200	5
Pierrefitte-sur-Seine	27 500	7	4 300	-7	9 500	6
Villetaneuse	11 900	5	4 300	3	4 000	7
L'Ile-Saint-Denis	7 200	6	2 100	32	2 800	6
Plaine Commune	341 300	11	136 200	18	126 000	10
Territoire du centre des Hauts-de-Seine	353 000	6	185 700	9	161 300	7
Seine-Saint-Denis	1 492 000	8	526 600	9	569 200	9
Ile-de-France	11 532 400	5	5 513 200	9	4 829 800	7

*le nouveau recensement de la population permet de mieux prendre en compte les personnes ayant un emploi, même occasionnel ou de courte durée, et qui sont par ailleurs étudiants, retraités ou chômeurs.
Une part de l'évolution de l'emploi entre 1999 et 2006 peut être liée à ce changement de concept.

Méthodologie et définitions

La population active ayant un emploi : comprend les personnes qui déclarent travailler et qui sont dans une des situations suivantes :

- exercer une profession salariée ou non ;
- aider un membre de leur famille dans son travail, même sans rémunération ;
- être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- être chômeur tout en exerçant une activité réduite ;
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi.

Depuis 2004, le recensement permet de mieux prendre en compte les personnes ayant un emploi, même occasionnel ou de courte durée, et qui sont par ailleurs étudiants, retraités ou chômeurs. Une part de l'évolution de l'emploi, depuis 1999, peut être liée à ce changement, notamment pour les personnes de moins de 25 ans ou de plus de 55 ans.

La population active : regroupe les actifs ayant un emploi et les chômeurs.

Les chômeurs : au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclaré chômeur, inscrite ou non à Pôle emploi, sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail. Cette définition du chômage diffère de celle du Bureau international du travail (BIT) et de Pôle emploi.

Un étranger : est une personne résidant en France et ne possédant pas la nationalité française. Le nombre d'étrangers a pu être sous-estimé lors du recensement de la population de 1999 en raison d'une nouvelle légis-

lation entrée en vigueur en 1998, encore mal connue en 1999, sur la nationalité des enfants mineurs. Cette méconnaissance a conduit certains parents à déclarer à tort leurs enfants mineurs nés en France comme Français, alors qu'ils n'ont obtenu la nationalité française qu'à leur majorité. Pour assurer la comparabilité entre les données 1999 et 2006, les calculs ont été établis sur le champ plus restreint de la population des 15 ans ou plus.

Revenus fiscaux : les données sur les revenus fiscaux des ménages sont établies par l'Insee à partir des déclarations de revenus et de la taxe d'habitation fournies par l'Administration fiscale.

Le revenu fiscal est le revenu déclaré aux services fiscaux avant abattement. C'est un revenu avant redistribution qui n'inclut pas les revenus sociaux non déclarés tels que les prestations familiales, les allocations logement et les minima sociaux.

Le revenu médian par unité de consommation partage la population en deux groupes ; la moitié des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par UC supérieur à ce revenu médian et l'autre moitié à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur. Les unités de consommation permettent de comparer les niveaux de vie des ménages à structure démographique équivalente.

Seuil de bas revenus (source CAF) : un allocataire est dit à bas revenu si ses ressources mensuelles sont inférieures à un seuil de bas revenu, assimilable à un seuil de pauvreté monétaire. Ce seuil national correspond à 60 % de la médiane des revenus disponibles avant impôts. En 2007, il est de 871 euros par unité de consommation par mois.

Cette augmentation de l'emploi a notamment été favorisée par de nombreux transferts et créations d'établissements. Ces transferts d'établissements, surtout ceux de grande taille, ont contribué à accroître le volume d'emploi présent sur le territoire (⇒ Les transferts d'établissements).

Depuis le début des années 2000, le nombre d'établissements créés, rapporté au nombre d'établissements existants, est particulièrement élevé à Plaine Commune.

Plaine Commune perd sa spécificité industrielle et se tertiarise de plus en plus

Le secteur le plus dynamique est celui du tertiaire et plus spécifiquement celui des services. Les services aux entreprises, l'éducation-santé-action sociale, l'administration et les activités financières sont les secteurs qui ont généré le plus fort volume d'emplois.

En 2006, 82 % des emplois de Plaine Commune relèvent du secteur tertiaire. Cette part, proche de celle de l'ensemble du département, est cependant inférieure à celle de la région et du territoire du centre des Hauts-de-Seine (respectivement de - 2 et - 4 points).

La tertiarisation de l'économie, plus lente dans les années 90 à Plaine Commune qu'ailleurs, s'est accélérée après 1999. Elle a favorisé le développement de nouveaux quartiers d'affaires, en particulier au sein des quartiers de La Plaine et de Pleyel à Saint-Denis.

Entre 1999 et 2006, de grands établissements industriels ont disparu, entraînant des pertes d'emploi. La part des emplois industriels a reculé de 5 points et s'établit à 11 % en 2006. Elle est désormais équivalente à celle du département de la Seine-Saint-Denis, de la région Ile-de-France ou du territoire du centre des Hauts-de-Seine.

Le secteur de la construction est toujours surreprésenté à Plaine Commune, mais n'a généré qu'une hausse limitée des emplois.

Les transferts d'établissements

Selon la définition utilisée par l'Insee, le transfert d'établissement correspond au transfert complet des moyens de production d'un établissement d'un lieu géographique à un autre. Les transferts complets d'établissements ne constituent qu'une partie des transferts d'activité. Ces derniers peuvent s'opérer selon d'autres modalités qui échappent le plus souvent à l'enregistrement statistique. C'est le cas notamment de transferts partiels d'activité, de réorganisation des activités, de certaines reprises d'établissements... Une grande partie des établissements nouvel-

lement implantés à Plaine Commune depuis le début des années 2000 se trouvent d'ailleurs dans ce cas de figure et ne sont donc pas enregistrés comme transferts dans le répertoire Sirène.

Selon la Communauté d'Agglomération Plaine Commune, ces nouvelles implantations d'établissements, déterminées par des logiques de réduction de coûts (regroupement de sites, hausse des prix de l'immobilier à Paris et à La Défense) auraient pu générer un volume d'emploi estimé à plus de 13 000 pour la période 2000-2006.


La hausse de l'emploi, liée en partie aux transferts d'établissements, ne bénéficie pas forcément aux actifs résidents

Entre 1999 et 2006, le nombre d'emplois a davantage progressé que la population (+ 11 %) et que la population active (+ 10 %). En 2006, Plaine Commune compte 106 emplois pour 100 actifs résidents. Ce ratio a nettement progressé depuis 1990. Il n'a pas évolué aussi favorablement dans le département, où il atteint seulement 90 en 2006.

La forte croissance des emplois et la transformation des activités semblent avoir eu des effets plutôt limités pour les actifs vivant à Plaine Commune. La tertiarisation de l'économie a entraîné une progression du niveau de qualification des emplois. Le décalage entre la qualification des emplois offerts et celle des actifs résidents s'est ainsi accentué au fil du temps et a incité les actifs à être mobiles.

Le nombre d'emplois de cadres a augmenté beaucoup plus vite que celui des cadres résidents. En 2006, on dénombre trois emplois de cadres pour seulement un cadre résident. Les nouveaux emplois de cadres, souvent liés à des transferts d'établissements, sont essentiellement occupés par des actifs provenant du reste de l'agglomération parisienne.

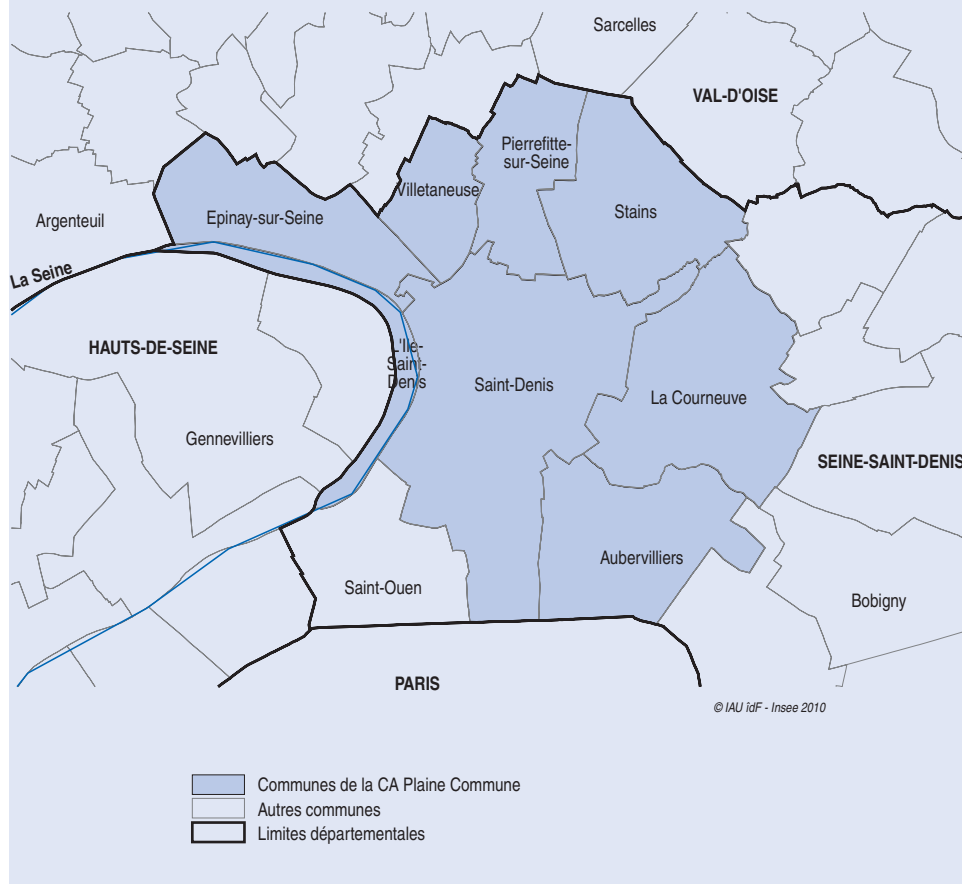
Au contraire, pour les ouvriers, le nombre d'emplois a diminué plus rapidement que le nombre d'actifs résidents. En 2006, le taux est de 76 emplois pour 100 actifs résidents. Les ouvriers de Plaine Commune sont donc plus souvent contraints d'aller travailler en dehors de leur lieu de résidence.

Trois actifs occupés sur dix résidant à Plaine Commune y travaillent. Cette proportion est en diminution depuis 1990 (39 %)  ③. La part des emplois de Plaine Commune pourvue par des actifs non-résidents continue, quant à elle, d'augmenter (71 % en 2006). Toutefois, cette tendance est analogue à celle observée dans le territoire du centre des Hauts-de-Seine, où le profil des emplois est pourtant plus en adéquation avec celui des actifs. En petite couronne, les déplacements domicile-travail ont tendance à s'accroître, favorisés par la proximité de Paris et les facilités de transport.

Présentation du territoire

Située, sur sa partie sud, en bordure de Paris, la Communauté d'Agglomération Plaine Commune est composée de 8 communes. Elle compte aujourd'hui plus de 340 000 habitants et 136 000 emplois. Créée en 2000, la Communauté d'Agglomération Plaine Commune agit principalement dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la voirie, du développement économique, de l'emploi et de l'environnement.

Dans cette étude, Plaine Commune a été comparée au département de Seine-Saint-Denis, à la région Ile-de-France et à un territoire situé au centre des Hauts-de-Seine et composé de trois intercommunalités : Arc de Seine, Cœur de Seine et Val de Seine. Ce territoire, de taille équivalente à Plaine Commune en termes de population, sera dénommé dans cette étude « territoire du centre des Hauts-de-Seine ».



② Une forte croissance démographique et économique à Plaine Commune entre 1999 et 2006


Taux d'évolution annuel moyen (en %)

		1975/1982	1982/1990	1990/1999	1999/2006
Plaine Commune	Population	-0,3	0,0	-0,4	1,5
	Emploi	-0,9	-0,5	-0,4	2,4
Seine-Saint-Denis	Population	0,0	0,5	0,0	1,1
	Emploi	-0,2	0,7	-0,2	1,2
Ile-de-France	Population	0,3	0,7	0,3	0,7
	Emploi	0,1	1,0	-0,1	1,3
Territoire du centre des Hauts-de-Seine	Population	-0,4	0,0	0,3	0,8
	Emploi	-0,9	-0,1	1,0	1,2

Source : Insee, recensements de la population 1975 à 2006

Plaine Commune a regagné des habitants grâce à une forte natalité

La dynamique économique de Plaine Commune s'est également accompagnée d'une croissance démographique. Le territoire a gagné plus de 33 000 habitants entre 1999 et 2006, soit une hausse de 11 %. Cette évolution récente contraste avec la situation antérieure : le territoire perdait des habitants depuis 1975. La population augmente en moyenne de 1,5 % par an, soit deux fois plus qu'en Ile-de-France. Aubervilliers et Saint-Denis ont connu un essor important, comme la plupart des communes limitrophes de Paris.

Cet accroissement de population à Plaine Commune résulte encore principalement du dynamisme naturel, c'est à dire de l'excédent des naissances sur les décès  4. Mais, pour la première fois depuis les années 70, les arrivées sur le territoire sont supérieures aux sorties : le solde migratoire est désormais positif même s'il reste faible.

Depuis le début des années 2000, les naissances ont augmenté à un rythme nettement supérieur à celui du département et de la région. Le taux de natalité de Plaine Commune fait partie des plus élevés de la région du fait de la jeunesse de sa population et de l'arrivée de jeunes ménages. Pour la même raison, le nombre de décès y est aussi plus faible. Par conséquent, le solde naturel suit une tendance à la hausse.


Un parc de logements plus important, notamment dans le secteur privé

Le regain démographique et économique, particulièrement visible à Saint-Denis et à Aubervilliers, a été favorisé par un ensemble de mutations urbaines, combinant à la fois la réhabilitation et la construction de logements mais aussi la construction de bureaux et l'évolution des infrastructures de transports et de communication. La hausse du nombre de logements a permis d'accueillir les nouveaux habitants. Entre 1999 et 2006, le nombre de résidences principales s'est accru de 10 %. Cet accroissement du parc de logements occupés résulte

3 La part des actifs résidant et travaillant dans leur territoire diminue

	Part des actifs résidant et travaillant dans leur territoire parmi les actifs occupés au lieu de résidence (%)		
	1990	1999	2006
Plaine Commune	39	33	31
Territoire du centre des Hauts-de-Seine	40	34	33
Seine-Saint-Denis	51	46	44

Source : Insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006

notamment d'une baisse marquée de la vacance, qui avait atteint un niveau record en 1999. Le nombre de logements vacants a chuté de 13 800 en 1999 à 7 400 en 2006. De nombreux logements du parc ancien, vacants en 1999, ont été mis en location sous la pression de la demande  5.

La construction neuve a également contribué à l'extension du parc de logements. La conjoncture a été favorable sur le marché de la construction, en particulier en 2004 et 2005 où les mises en chantier ont atteint des niveaux exceptionnels. Le nombre de logements commencés à Plaine Commune entre 1998 et 2006 dépasse 10 000. Il permet d'estimer le volume des logements achevés depuis 1999. Ces logements les plus récents représentent 8 % du parc total de logements en 2006, soit 1,5 point de plus que dans la région et dans le département. Au cours de la période 2005-2009, l'accroissement du parc de logement continue d'être favorisé par une convention d'équilibre logements/bureaux signée entre l'Etat et Plaine Commune. Celle-ci fixe un ratio de 1,12 m² de logements à construire pour 1 m² de bureaux, ratio largement dépassé au cours de la période 2005-2008 (1,6).

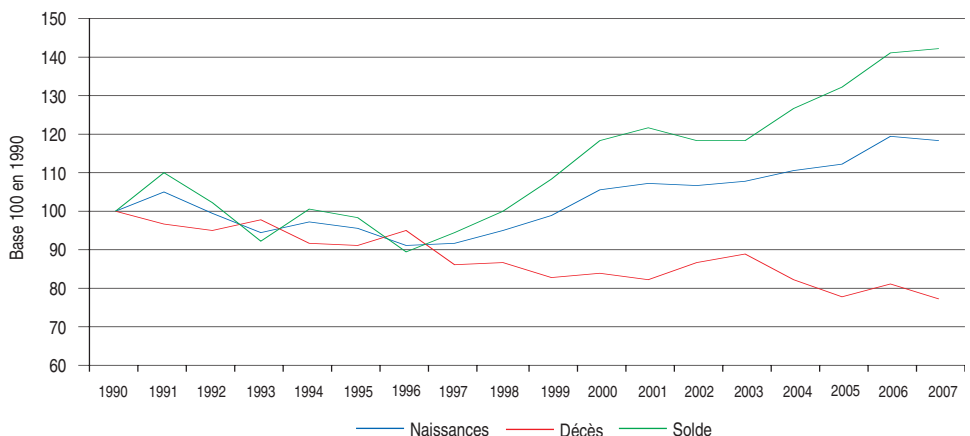
Ces mutations urbaines ont modifié la structure du parc de logements : en 2006, la part des locataires HLM a diminué de 3,3 points, mais elle reste toujours très élevée (44 %) par rapport à la moyenne régionale. A l'inverse, la part des locataires du parc privé a augmenté de 2 points (22 %).

Une population encore plus jeune et masculine et qui compte davantage d'étrangers

Le territoire de Plaine Commune a encore rajeuni depuis 1999 sous l'effet d'une forte natalité et des migrations. Le ratio entre la population de moins de 25 ans et la population de 65 ans ou plus s'est accru, contrairement aux autres territoires où il a diminué ou s'est stabilisé. La part des retraités a diminué entre 1999 et 2006, celles de la population active et de la population étudiante sont restées stables.

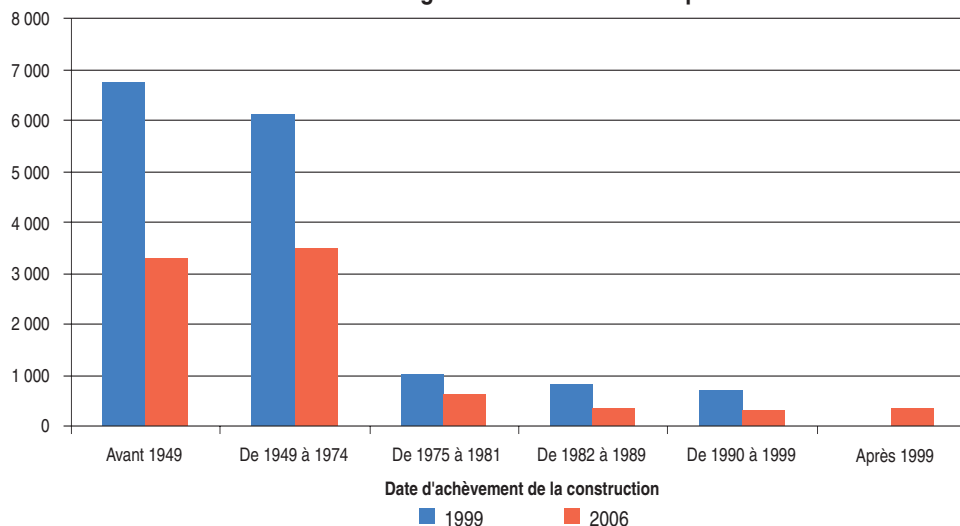
La population s'est davantage masculinisée à l'inverse des autres territoires. La part des femmes vivant à Plaine Commune a diminué entre 1999 et 2006. De l'ordre de 51 %, elle est inférieure de un point à la moyenne régionale et de

4 La forte natalité contribue au dynamisme démographique de Plaine Commune



Source : Etat civil

5 Forte diminution du nombre de logements vacants dans le parc ancien



Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2006

deux points à celle du territoire du centre des Hauts-de-Seine.

Soutenue par des flux migratoires et par une forte natalité, la population étrangère a progressé plus fortement (+ 18 %) que la population française (+ 6 %) (⇒ Méthodologie). En 2006, les étrangers représentent 29 % de la population totale de Plaine Commune. Plus de 130 nationalités étrangères sont présentes sur le territoire. Les nationalités africaines sont toujours dominantes (60 %), avec en tête les populations maghrébines puis celles d'Afrique de l'Ouest. Les populations africaines se sont renforcées, notamment celles de nationalité algérienne, malienne, ivoirienne, zaïroise, marocaine. La communauté asiatique rassemble 18 % des étrangers en 2006. Cette population s'est fortement accrue entre 1999 et 2006, avec une présence plus affirmée des Chinois, notamment à

Aubervilliers et à la Courneuve, et dans une moindre mesure des Sri-Lankais.

Malgré ces évolutions, les caractéristiques sociales des habitants ont structurellement peu évolué entre 1999 et 2006. Les transformations sociales sont en effet toujours plus lentes que les mutations économiques. Ainsi, les habitants de Plaine Commune rencontrent davantage de difficultés d'accès à l'emploi et sont plus souvent confrontés à la précarité. L'écart entre les ménages les plus pauvres et les plus aisés aurait même tendance à se creuser.

Des difficultés d'accès à l'emploi liées à un faible niveau de qualification

Les actifs sont davantage touchés par le chômage à Plaine Commune que dans les autres territoires 6. Le nombre de

chômeurs au sens du recensement est de 33 000 en 2006, soit un actif sur cinq. Ce taux est deux fois plus élevé que celui de la région. Désormais, les femmes sont plus souvent au chômage que les hommes, surtout celles âgées de 25 à 49 ans. Ceci est également vrai en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France.

Les trois quarts des actifs de Plaine Commune sont ouvriers ou employés et occupent de ce fait des emplois peu qualifiés. Ils sont un peu plus concernés que les actifs des autres territoires franciliens par les formes d'emploi précaire, telles que les contrats à durée déterminée (CDD) et l'intérim. Les actifs de Plaine Commune, surtout les femmes, travaillent plus souvent à temps partiel.

Le chômage et les difficultés d'accès à un emploi stable et qualifié s'expliquent en grande partie par l'absence de diplôme. Malgré un niveau de diplôme qui progresse dans l'ensemble, les habitants ont toujours un niveau de qualification peu élevé. En 2006, plus de la moitié de la population non scolarisée de 15 ans ou plus ne possède aucun diplôme ou seulement un diplôme de niveau collège alors que seul un tiers des habitants de la région sont dans ce cas. La part de la population détentrice du baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur progresse, mais plus modérément qu'en région. La situation est cependant plus favorable pour les femmes que pour les hommes.

Les familles nombreuses et monoparentales sont surreprésentées au sein du territoire ainsi que les couples où seule une personne travaille. Ces types de famille ont des conditions de vie, notamment de logement, plus précaires. Les familles monoparentales sont, proportionnellement, de plus en plus nombreuses depuis 1999. C'est aussi le cas des ménages complexes, tels les colocataires.

Les habitants de Plaine Commune vivent avec de faibles ressources

Entre 2002 et 2007, la part des ménages fiscaux imposables est passée de 52 % à 54 %. Contrairement aux autres territoires, elle a augmenté, mais reste nettement inférieure à celle de la région et du département. La moitié de la population

6 Davantage de précarité à Plaine Commune

	Plaine Commune	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France
Part des chômeurs (%)	20,6	16,6	11
Part des ouvriers parmi les actifs (%)	30,1	24,7	15,6
Part des locataires HLM (%)	43,6	33,2	22,2
Part des familles monoparentales (%)	22,7	19,8	15,8
Part des familles nombreuses (%)	18,6	15,5	11,9
Part des ménages imposés (%)	54	62	72
Revenu médian par unité de consommation (en euros)	11 133	14 517	20 575
Premier décile* du revenu fiscal (en euros)	2 879	3 989	6 366
Neuvième décile** du revenu fiscal (en euros)	25 619	31 531	45 947
Part de la population vivant avec un bas revenu (%)	29,6	22,1	12,2
Part de la population vivant avec le RMI (%)	8,8	6,7	3,2

*1^{er} décile : revenu au-dessous duquel se situent 10 % des revenus (ménages ayant les plus bas revenus).

**9^e décile : revenu au-dessus duquel se situent 10 % des revenus (ménages ayant les plus hauts revenus).

Sources : Insee, recensement de la population 2006, Cnaf 2007, Insee-Dgfiip revenus fiscaux localisés 2007

Profil des nouveaux arrivants à Plaine Commune

En 2006, 60 000 habitants de Plaine Commune n'y résidaient pas cinq ans auparavant. La majorité de ces nouveaux arrivants (57 %) proviennent de territoires proches, essentiellement de Paris ou d'autres communes de Seine-Saint-Denis, notamment Saint-Ouen, Pantin, Montreuil, Drancy, Bobigny... Ils arrivent également, mais dans une moindre mesure des communes voisines du Val-d'Oise ou des Hauts-de-Seine, ou encore du Val-de-Marne. Un quart des nouveaux arrivants provient de l'étranger.

40 % des nouveaux arrivants, de France ou de l'étranger, sont de nationalité étrangère.

Les nouveaux habitants contribuent à rajeunir le territoire : 80 % d'entre eux ont moins de

40 ans contre 54 % dans la population stable, c'est à dire celle qui résidait déjà à Plaine Commune cinq ans auparavant. Ces nouveaux arrivants sont particulièrement nombreux dans la tranche d'âge 25-39 ans.

Du fait de l'âge des migrants, les actifs occupés sont sur-représentés dans la population entrante alors que les retraités sont nettement sous-représentés. Autre particularité des entrants : la part des personnes au foyer y est élevée, surtout dans la tranche d'âge 25-39 ans.

Dans 7 cas sur 10, les nouveaux actifs sont employés ou ouvriers. Les cadres représentent 10 % des actifs entrants, contre 7 % des actifs stables. Les ouvriers sont, à l'inverse,

moins représentés parmi les nouveaux arrivants qu'auprès des actifs stables.

En l'espace de 5 ans, 26 300 nouveaux ménages se sont installés à Plaine Commune. Ceux-ci sont de plus petite taille que les ménages stables. Ils comportent davantage de ménages d'une personne et moins de ménages de 4 personnes ou plus.

Les nouveaux ménages se tournent davantage vers la location dans le parc privé que les ménages stables (41 % contre 17 %) du fait de la plus forte rotation dans ce type de parc. Seul un quart des nouveaux arrivants se logent dans un HLM, alors que la moitié des ménages stables y vivent.

vit dans un ménage déclarant un revenu annuel supérieur à 11 133 euros par unité de consommation : ce revenu médian est deux fois plus faible que celui des ménages de la région. Toutefois, les dispersions de revenu sont particulièrement marquées, surtout chez les plus jeunes qui regroupent à la fois des personnes très démunies et des actifs percevant des salaires réguliers. La dispersion des revenus s'est légèrement accentuée entre 2002 et 2007. A la différence des autres territoires, les revenus médians déclarés par un ménage de deux personnes sont à peine supérieurs à ceux des ménages d'une personne, ceci s'explique sans doute par la faible proportion de couples « biactifs ».

En 2007, 30 % de la population de Plaine Commune vit sous le seuil de « bas revenu », soit 871 euros par mois (⇒ Définitions). Cette part est nettement plus élevée que dans les autres territoires. Dans 60 % des cas, ces personnes ne

perçoivent pas le revenu minimum d'insertion (RMI) car elles travaillent mais ont des ressources qui ne justifient pas le versement d'un minimum social.

En 2007, plus de 15 300 foyers de Plaine Commune perçoivent le RMI. Avec les conjoints et les enfants à charge, ce sont plus de 30 000 personnes qui en dépendent, soit près de 9 % de la population, c'est plus que dans le département et dans la région. Depuis

2000, cette part a progressé plus fortement à Plaine Commune et dans le département de Seine-Saint-Denis que dans la région francilienne.

Autres contributeurs de l'étude

Ville d'Aubervilliers : Anne Foussat

Ville de La Courneuve : Olivier Wendling

Ville de Saint-Denis : Christine Bellavoine, Nadège Turpin

Pour en savoir plus :

Bellavoine C., Lauro L., Mouchel P., Pottier P., Renaud N. : « Plaine Commune : un pôle d'emploi qui s'affirme, entraînant de nombreux échanges domicile-travail », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 316, mars 2009.

Depoorter S., Niassou C., Pottier P. : « Seine-Saint-Denis : l'emploi tertiaire aux portes de Paris », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 322, octobre 2009.

Barthés J. : « Les estimations d'emploi au 31-12-2007. La petite couronne bénéficiaire du rebond de l'emploi de 2004 à 2007 », *Insee Ile-de-France faits et chiffres*, n° 212, août 2009.



INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France
7, rue Stephenson - Montigny-le Bretonneux
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication : Sylvie Marchand
Comité de rédaction : Patrick Pétour
Chef de projet : François Dubujet
Rédactrice en chef : Christel Collin
Secrétaire de rédaction : Françoise Beauflis
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France
Maquette : Nathalie Droux - Nicolas Renaud
Impression : S. N. Rafal

Publication téléchargeable à partir du site Internet : www.insee.fr/ile-de-france

ISSN 0984-4724
Commission paritaire n° 2133 AD
Code Sage I1033052

© Insee 2010

Dépôt légal : 1^{er} semestre 2010

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

www.insee.fr/ile-de-france